

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Een toelage van 44.523.192,08 euro, ten laste van basisallocatie 25.51.21.3132.01, van de begroting van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, begrotingsjaar 2022, wordt toegekend aan het Fonds Sociale Maribel voor gezondheidsinrichtingen- en diensten 330 en verdeeld als volgt:

1° 25.146.157,69 euro worden toegewezen aan de uitvoering van artikel 4, § 2, tweede lid, 1°, van de wet van 9 december 2019 tot oprichting van een Zorgpersoneelsfonds;

2° 15.756.970,48 euro worden toegewezen aan de uitvoering van artikel 4, § 2, tweede lid, 2°, van dezelfde wet van 9 december 2019, wat de sector van de thuisverpleging betreft;

3° 3.620.063,91 euro worden toegewezen aan de uitvoering van artikel 4, § 2, tweede lid, 2°, van dezelfde wet van 9 december 2019, wat de sector van de wijkgezondheidscentra betreft.

§ 2. Een toelage van 10.666.528,77 euro, ten laste van basisallocatie 25.51.21.3122.01, van de begroting van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, begrotingsjaar 2022, wordt toegekend aan het Fonds Sociale Maribel van de Overheidssector en verdeeld als volgt :

1° 10.253.842,31 euro worden toegewezen aan de uitvoering van artikel 4, § 2, tweede lid, 1°, van dezelfde wet van 9 december 2019;

2° 400.261,49 euro worden toegewezen aan de uitvoering van artikel 4, § 2, tweede lid, 2°, van dezelfde wet van 9 december 2019, wat de sector van de thuisverpleging betreft;

3° 12.424,97 euro worden toegewezen aan de uitvoering van artikel 4, § 2, tweede lid, 2°, van dezelfde wet van 9 december 2019, wat de sector van de wijkgezondheidscentra betreft.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 7 oktober 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,  
F. VANDENBROUCKE

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Un subside de 44.523.192,08 euros, imputable à l'allocation de base 25.51.21.3132.01, du budget du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, année budgétaire 2022, est alloué au Fonds Maribel social pour les établissements et services de santé 330 et est réparti comme suit :

1° 25.146.157,69 euros sont affectés à l'exécution de l'article 4, § 2, alinéa 2, 1°, de la loi du 9 décembre 2019 portant création d'un Fonds blouses blanches ;

2° 15.756.970,48 euros sont affectés à l'exécution de l'article 4, § 2, alinéa 2, 2°, de la même loi du 9 décembre 2019, en ce qui concerne le secteur des soins infirmiers à domicile ;

3° 3.620.063,91 euros sont affectés à l'exécution de l'article 4, § 2, alinéa 2, 2°, de la même loi du 9 décembre 2019, en ce qui concerne le secteur des maisons médicales.

§ 2. Un subside de 10.666.528,77 euros, imputable à l'allocation de base 25.51.21.3122.01, du budget du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, année budgétaire 2022, est alloué au Fonds Maribel social du Secteur public et est réparti comme suit :

1° 10.253.842,31 euros sont affectés à l'exécution de l'article 4, § 2, alinéa 2, 1°, de la même loi du 9 décembre 2019 ;

2° 400.261,49 euros sont affectés à l'exécution de l'article 4, § 2, alinéa 2, 2°, de la même loi du 9 décembre 2019, en ce qui concerne le secteur des soins infirmiers à domicile ;

3° 12.424,97 euros sont affectés à l'exécution de l'article 4, § 2, alinéa 2, 2°, de la même loi du 9 décembre 2019, en ce qui concerne le secteur des maisons médicales.

**Art. 2.** Le ministre qui a les Affaires sociales et la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 octobre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
F. VANDENBROUCKE

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/42385]

6 OCTOBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon portant sur une relance économique par le numérique dans le cadre de REACT-EU, chèque « implémentation stratégique »

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, et les actes délégués qui en découlent ;

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 ;

Vu le décret du 28 novembre 2013 portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé : A.E.I., modifié par le décret du 4 mai 2017, articles 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 3, 3°, et 9 ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, article 48 ;

Vu le rapport du 25 janvier 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 février 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2022 ;

Vu l'avis 71/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 22 avril 2022 ;

Vu l'avis 72.101/2 du Conseil d'Etat, donné le 19 septembre 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la décision n° C (2014) 8190 final de la Commission européenne du 29 octobre 2014 portant approbation de l'Accord de partenariat pour la Belgique, telle que modifiée ;

Considérant la décision n° C (2014) 9934 final de la Commission européenne du 16 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel FEDER 2014-2020 pour la Wallonie, telle que modifiée ;

Considérant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, article 59 ;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 approuvant le complément de programmation, telle que modifiée ;

Considérant le fait que, à la suite de la crise de COVID-19 qui a fragilisé de nombreux secteurs et entreprises wallonnes, il convient de soutenir la relance économique qui passe inévitablement par une digitalisation et sécurisation des process ;

Considérant les ressources supplémentaires prévues par l'Union européenne en tant que soutien à la reprise en faveur de la cohésion et des territoires de l'Europe, initiative REACT-EU, afin de fournir un soutien pour favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences économiques et sociales et pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie ;

Considérant les décisions du Gouvernement wallon du 11 mars 2021 et du 6 mai 2021 relatives à la mise en œuvre en Région wallonne de REACT-EU ;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à la mise en œuvre de REACT-EU en Région wallonne et à la modification du programme opérationnel « Wallonie 2020.EU » et de son complément de programmation qui intègre dorénavant une mesure 8.2 « Soutien à la relance numérique des PME » au sein de laquelle il est prévu de déployer une nouvelle prime numérique ;

Considérant que les chèques de la thématique « relance économique par le numérique » ont pour finalité de contribuer à une limitation de l'impact de la crise sanitaire sur l'économie en incitant à une utilisation accrue et plus sécurisée d'outils et de canaux numériques afin de développer la stratégie commerciale et le positionnement digital de l'offre des entreprises et opérateurs économiques wallons ; que ces chèques contribuent ainsi aux objectifs de relance économique par le renforcement de la compétitivité et la consolidation du tissu économique, poursuivis à travers les mesures, limitées dans le temps, mises en œuvre dans le cadre de l'initiative REACT-EU ;

Considérant que l'aide financière reprise dans le présent dispositif est destinée à soutenir les entreprises et les ASBL wallonnes en vue d'une relance économique par le numérique et ce, à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 ;

Considérant que les ressources supplémentaires prévues par l'Union européenne dans le cadre des fonds FEDER sont, comme déjà mentionné, limitées dans le temps. Qu'un montant de 20 millions d'euros est affecté à cette aide ; que l'initiative REACT-EU est à finaliser pour le 31 décembre 2023 ; qu'il est, dès lors, opportun d'apporter ce soutien financier aux entreprises et aux ASBL wallonnes éligibles en vue d'assurer auprès d'elles l'optimalisation de ces ressources supplémentaires ;

Considérant, comme explicité ci-dessus, que cette aide fait partie d'un processus global de relance économique par le numérique qui complète deux autres mesures déjà en vigueur depuis le 20 janvier 2022 ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° REACT-EU : les ressources supplémentaires prévues par l'Union européenne dans le cadre du règlement (UE) 2020/2221 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 en tant que soutien à la reprise en faveur de la cohésion et des territoires de l'Europe (REACT-EU) afin de fournir un soutien pour favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie ;

2° le FEDER : le Fonds européen de développement régional ;

3° l'AdN : la société anonyme de droit public Agence du Numérique, créée par le décret du 28 novembre 2013 portant création de l'Agence pour l'Entreprise et l'Innovation, en abrégé « A.É.I » ;

4° le SPW EER : le Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche ;

5° le décret du 21 décembre 2016 : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré ;

6° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 4, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2021 ;

7° l'arrêté ministériel du 20 décembre 2021 : l'arrêté ministériel du 20 décembre 2021 portant exécution partielle, en matière de relance économique par le numérique dans le cadre de l'initiative REACT-EU, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré ;

8° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 21 décembre 2016 ;

9° le bénéficiaire : l'entreprise qui répond à la définition de l'entreprise visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du décret du 21 décembre 2016 ainsi que l'ASBL définie à l'article 1<sup>er</sup>, 9°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017;

10° le prestataire de services : l'entreprise, personne physique ou personne morale, qui répond à la définition du prestataire de services visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, du décret du 21 décembre 2016 ;

11° la maturité numérique : l'usage des technologies numériques pour augmenter les performances du bénéficiaire dans le cadre de ses priorités stratégiques et particulièrement pour optimiser sa stratégie commerciale digitale ;

12° le DIGISCORE : l'outil de mesure de la maturité numérique développé par l'AdN et mis à disposition gratuitement par Digital Wallonia ;

13° le diagnostic : l'analyse approfondie de la situation du bénéficiaire en matière de maturité numérique ou de cybersécurité, concrétisée par un rapport détaillé et complémentaire au DIGISCORE ;

14° le règlement (UE) n°1303/2013 : le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, tel que modifié par le règlement (UE) 2020/2221 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 ;

15° le règlement (UE) n° 1301/2013 : le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 .

**Art. 2.** Une mission déléguée relative à la gestion du « chèque implémentation stratégique » est confiée à l'AdN.

Elle porte sur le traitement initial des dossiers ainsi que sur les décisions de recevabilité et de validation des dossiers en vue de leur mise en liquidation. Ces actions relèvent des agents désignés par l'AdN en application des règles de délégation interne à cet organisme.

Les modalités de traitement du « chèque implémentation stratégique » sont identiques à celles établies au chapitre IV – Modalités de traitement des aides - de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017.

Le contrôle et le recouvrement de l'aide relèvent de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du SPW EER.

Le chèque « implémentation stratégique » est octroyé conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

**Art. 3.** Le chèque « implémentation stratégique » est octroyé au bénéficiaire, qui s'inscrit dans la thématique « relance économique par le numérique », dans laquelle est instauré le chèque « implémentation stratégique » spécifique à la mesure 8.2 « Soutien à la relance numérique des PME », financée par le FEDER dans le cadre de REACT-EU.

**Art. 4.** Le chèque « implémentation stratégique » porte sur la concrétisation du projet de digitalisation, à savoir sur la réalisation des développements ou investissements, et qui constitue la troisième phase de la thématique « relance économique par le numérique », après le diagnostic réalisé dans le cadre du chèque « diagnostic », et le plan d'actions stratégiques réalisé dans le cadre du chèque « plan d'actions stratégiques », respectivement visés par l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2021.

La prestation relative au chèque « implémentation stratégique » est effectuée sous la supervision du prestataire de services des chèques « diagnostic » ou « plan d'actions stratégiques » qui peut décider soit de prendre en charge lui-même la mise en œuvre de la stratégie et le développement technique des outils, soit de recourir jusqu'à cent pour cent à un sous-traitant qui travaille sous son entière responsabilité.

**Art. 5.** Lors de l'introduction d'une demande, le dossier contient les documents suivants :

1° la demande de chèque générée par la plateforme web ;

2° la convention entre le bénéficiaire et le prestataire générée par la plateforme web ;

3° pour l'entreprise :

a) l'attestation de minimis téléchargeable sur la plateforme web ;

b) l'attestation PME téléchargeable sur la plateforme web ;

4° pour l'ASBL : la déclaration sur l'honneur téléchargeable sur la plateforme web ;

5° le rapport du chèque « diagnostic », ou le rapport du chèque « plan d'actions stratégiques », ainsi que la mesure de la maturité numérique initiale du bénéficiaire qui est calculée avec le DIGISCORE.

Lors de la clôture du chèque, outre les éléments minimaux visés à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, le dossier contient les documents suivants :

1° le rapport d'exécution de la prestation de services, généré par la plateforme web ;

2° le relevé détaillé des jours effectifs de prestations ;

3° la facture émise par le prestataire de services avec la mention suivante :

« Le montant de ..... euros, correspondant au chèque n° (numéro du chèque), sera acquitté par l'émetteur de chèque, ventilé entre une intervention publique de ..... euros et une quote-part versée par le bénéficiaire de ..... euros. Le solde à payer s'élève donc à ..... euros et correspond à ..... » ;

4° la mesure de maturité numérique du bénéficiaire évaluée à l'issue des prestations effectuées et calculée avec le DIGISCORE qui démontre une progression par rapport à la maturité numérique initiale du bénéficiaire ;

5° en cas de sous-traitance, l'identité du sous-traitant ainsi que ses dates de prestation.

L'AdN peut réclamer des informations complémentaires pour l'appréciation du dossier.

Les données à caractère personnel du bénéficiaire, du prestataire de services et du sous-traitant, traitées dans le cadre de la gestion d'un dossier sont :

1° la dénomination de l'entreprise et du prestataire de services, exerçant en personne physique ;

2° l'identité du représentant légal du bénéficiaire et du prestataire de services ;

3° l'adresse du siège de l'entreprise et du prestataire de services, exerçant en personne physique ;

4° le numéro d'entreprise de l'entreprise et du prestataire de services, exerçant en personne physique ;

5° le compte bancaire de l'entreprise et du prestataire de services, exerçant en personne physique ;

6° la dénomination, l'adresse du siège et le numéro d'entreprise du sous-traitant exerçant en personne physique.

Le responsable de traitement des données à caractère personnel, reprises à l'alinéa 4, est le SPW EER.

Les données traitées sont conservées pour une durée maximale de dix années à dater de la collecte.

**Art. 6.** Le chèque « implémentation stratégique » fait l'objet d'un financement européen dans le cadre du FEDER, régi par le règlement (UE) n° 1303/2013, le règlement (UE) n° 1301/2013, le programme opérationnel FEDER Wallonie-2020.EU et le complément de programmation du programme opérationnel FEDER Wallonie-2020.EU.

Les coûts admissibles couverts par le chèque « implémentation stratégique » sont les prestations suivantes :

1° la conception, la mise en œuvre et le référencement d'un site web ou d'un e-shop, ainsi que l'intégration d'outils numériques ;

2° l'amélioration d'un site web, d'un e-shop ou d'outils numériques existants ;

3° l'accompagnement des bénéficiaires à la prise en main des outils adoptés, développés, y compris via des formations ciblées ;

4° les prestations portant sur la sécurisation des données et des outils adoptés, développés.

Sont exclus du chèque « implémentation stratégique », les coûts portant sur l'achat de solutions qui se rapportent aux acquisitions de logiciels et de licences d'exploitation.

Le Ministre qui a l'économie et le numérique dans ses attributions peut, préciser ou compléter les coûts admissibles visés à l'alinéa 2.

**Art. 7.** Le pourcentage de l'aide relative aux coûts admissibles du chèque « implémentation stratégique » visés à l'article 6, alinéa 2, est de nonante pour cent.

Le montant maximal de l'intervention publique par bénéficiaire est de 7.400 euros HT.V.A..

Les prestations de services sont réalisées dans un délai maximum de six mois, à dater de la recevabilité du dossier.

Compte tenu des contraintes d'exécution liées au financement européen de l'intervention publique, la finalisation des prestations liées au chèque « implémentation stratégique » de l'année 2022 et l'introduction de la demande de paiement du prestataire de services sont effectuées pour le 31 décembre 2023 au plus tard.

En cas d'épuisement des crédits budgétaires ou d'arrêt du financement visé à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, le pourcentage de l'aide prévu à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, est ramené à zéro pour cent.

**Art. 8.** Les prestataires de services spécialisés pour les prestations visées à l'article 6, alinéa 2, et déjà labellisés par le SPW EER pour les chèques maturité numérique et cybersécurité de la thématique « Transformation numérique de l'entreprise » peuvent réaliser les prestations dans le cadre du chèque « implémentation stratégique ».

Les prestataires de services spécialisés pour les prestations visées à l'article 6, alinéa 2, et déjà labellisés par le SPW EER dans une autre thématique peuvent bénéficier d'une extension de labellisation et réaliser les prestations dans le cadre du chèque « implémentation stratégique » sur la base d'une évaluation complémentaire, réalisée par le SPW EER, attestant de l'adéquation de leurs compétences d'expertises similaires.

Le prestataire de services ne réalise pas une prestation visée par le présent arrêté pour un bénéficiaire avec lequel il est impliqué de quelque manière que ce soit dans la gestion ou le contrôle.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** Le Ministre de l'Économie et du Numérique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 octobre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/42385]

**6. OKTOBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung über eine Wirtschaftsbelebung durch Digitalisierung im Rahmen von REACT-EU, Scheck "Strategische Implementierung"**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates, und die sich daraus ergebenden delegierten Rechtsakte;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1301/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und mit besonderen Bestimmungen hinsichtlich des Ziels "Investitionen in Wachstum und Beschäftigung" und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006;

Aufgrund des Dekrets vom 28. November 2013 zur Einrichtung der Agentur für Unternehmen und Innovation, kurz A.U.I, in seiner durch das Dekret vom 4. Mai 2017 abgeänderten Fassung, Artikel 1 § 2 Absatz 3, Ziffern 3 und 9;

Aufgrund des Dekrets vom 20. Juli 2022 zur ersten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022, Artikel 48;

Aufgrund des Berichts vom 25. Januar 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 9. Februar 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. März 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 22. April 2022 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde Nr. 71/2022;

Aufgrund des am 19. September 2022 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 72.101/2 des Staatsrats;

In Erwägung des Beschlusses Nr. C (2014) 8190 final der Europäischen Kommission vom 29. Oktober 2014 zur Genehmigung des Partnerschaftsabkommens für Belgien, in der abgeänderten Fassung;

In Erwägung des Beschlusses Nr. C (2014) 9934 final der Europäischen Kommission vom 16. Dezember 2014 zur Genehmigung des operationellen Programms EFRE 2014-2020 für die Wallonie, in der abgeänderten Fassung;

In Erwägung des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, Artikel 59;

In Erwägung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013 zur Genehmigung der Ergänzung zur Programmplanung, in der abgeänderten Fassung;

In Anbetracht der Tatsache, dass es nach der COVID-19-Krise, die zahlreiche wallonische Sektoren und Unternehmen geschwächt hat, angebracht ist, die Wirtschaftsbelebung zu unterstützen, die unweigerlich über eine Digitalisierung und Absicherung der Prozesse erfolgen muss;

In Erwägung der zusätzlichen Mittel, die von der Europäischen Union als Aufbauhilfe für den Zusammenhalt und die Gebiete Europas, Initiative REACT-EU, vorgesehen sind, vorgesehen sind zur Unterstützung der Krisenbewältigung im Zusammenhang mit der COVID-19-Pandemie und ihrer sozialen Folgen und der Vorbereitung einer grünen, digitalen und stabilen Erholung der Wirtschaft;

In Erwägung der Beschlüsse der Wallonischen Regierung vom 11. März 2021 und vom 6. Mai 2021 über die Umsetzung von REACT-EU in der wallonischen Region;

In der Erwägung, dass der Beschluss der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 2021 bezüglich der Umsetzung von REACT-EU in der wallonischen Region und der Änderung des operationellen Programms "Wallonien 2020.EU" und seiner Ergänzung zur Programmplanung, die von nun an eine Maßnahme 8.2 "Unterstützung des digitalen Aufbaus der KMU" beinhaltet, in deren Rahmen eine neue Prämie für die Digitalisierung eingeführt werden soll, in Erwägung gezogen wird;

In der Erwägung, dass die Schecks im Zusammenhang mit dem Themenbereich der "Wirtschaftsbelebung durch Digitalisierung" zum Ziel haben, zu einer Begrenzung der Auswirkungen der Gesundheitskrise auf die Wirtschaft beizutragen, indem sie zu einer verstärkten und sichereren Nutzung digitaler Werkzeuge und Kanäle anregen, um die Geschäftsstrategie und die digitale Positionierung des Angebots der wallonischen Unternehmen und Wirtschaftsakteure zu entwickeln; dass diese Schecks somit zu den Zielen der wirtschaftlichen Belebung durch Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit und Konsolidierung des Wirtschaftsgefüges beitragen, die durch die zeitlich begrenzten Maßnahmen im Rahmen der REACT-EU-Initiative verfolgt werden;

In der Erwägung, dass die in der vorliegenden Regelung enthaltene finanzielle Unterstützung dazu bestimmt ist, die wallonischen Unternehmen und Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht im Hinblick auf eine Wirtschaftsbelebung durch Digitalisierung zu unterstützen, und zwar nach der durch die COVID-19-Pandemie verursachten Krise;

In Anbetracht dessen, dass die von der Europäischen Union im Rahmen der EFRE-Fonds vorgesehenen zusätzlichen Mittel, wie bereits erwähnt, zeitlich begrenzt sind. Dass ein Betrag von 20 Millionen Euro für diese Beihilfe bereitgestellt wird; dass die REACT-EU-Initiative bis zum 31. Dezember 2023 abgeschlossen sein muss; dass es daher angebracht ist, diese finanzielle Unterstützung den zuschussfähigen wallonischen Unternehmen und VoG zu gewähren, um bei ihnen die Optimierung dieser zusätzlichen Ressourcen zu gewährleisten;

In der Erwägung, wie oben erläutert, dass diese Unterstützung Teil eines globalen Prozesses zur Wirtschaftsbelebung durch Digitalisierung ist, der zwei andere Maßnahmen ergänzt, die bereits seit dem 20. Januar 2022 in Kraft sind;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° REACT-EU: die von der Europäischen Union im Rahmen der Verordnung (EU) 2020/2221 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Dezember 2020 als Aufbauhilfe für den Zusammenhalt und die Gebiete Europas (REACT-EU) vorgesehenen zusätzlichen Mittel zur Unterstützung der Krisenbewältigung im Zusammenhang mit der COVID-19-Pandemie und ihrer sozialen Folgen und der Vorbereitung einer grünen, digitalen und stabilen Erholung der Wirtschaft;

2° EFRE: der Europäische Fonds für regionale Entwicklung;

3° AdN: die öffentlich-rechtliche Aktiengesellschaft "Agence du Numérique" (Agentur für digitale Technologien), geschaffen durch das Dekret vom 28. November 2013 zur Einrichtung der Agentur für Unternehmen und Innovation, kurz A.U.I.;

4° ÖDW WBF: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

5° Dekret vom 21. Dezember 2016: das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

6° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2021;

7° Ministerieller Erlass vom 20. Dezember 2021: der Ministerielle Erlass vom 20. Dezember 2021 zur Teilausführung - im Bereich der Wirtschaftsbelebung durch Digitalisierung im Rahmen der Initiative REACT-EU - des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

8° Internetplattform: die webbasierte Anwendung nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016;

9° Begünstigter: das Unternehmen, das der Definition des in Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 genannten Unternehmens entspricht, sowie die in Artikel 1 Ziffer 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 definierte VoG;

10° Diensteanbieter: das Unternehmen, eine natürliche oder juristische Person, das der Definition des Diensteanbieters nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 7 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 entspricht;

11° Digitale Reife: die Nutzung digitaler Technologien zur Steigerung der Leistung des Begünstigten im Rahmen seiner strategischen Prioritäten und insbesondere zur Optimierung seiner digitalen Geschäftsstrategie;

12° DIGISCORE: das von der AdN entwickelte und unentgeltlich von Digital Wallonia zur Verfügung gestellte Instrument zur Messung der digitalen Reife;

13° Diagnose: die gründliche Analyse der Situation des Begünstigten in Bezug auf die digitale Reife oder die Cybersicherheit, die in einem detaillierten Bericht konkretisiert wird, der das DIGISCORE ergänzt;

14° Verordnung (EU) Nr. 1303/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates, in ihrer durch die Verordnung (EU) Nr. 2020/2221 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Dezember 2020 abgeänderten Fassung;

15° Verordnung (EU) Nr. 1301/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1301/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und mit besonderen Bestimmungen hinsichtlich des Ziels "Investitionen in Wachstum und Beschäftigung" und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006.

**Art. 2** - Der AdN wird eine delegierte Aufgabe bezüglich der Verwaltung des Schecks "Strategische Implementierung" übertragen.

Sie bezieht sich auf die Erstbearbeitung der Akten sowie auf die Entscheidungen über die Zulässigkeit und Validierung der Akten im Hinblick auf ihre Auszahlung. Diese Maßnahmen fallen in den Zuständigkeitsbereich der von der AdN gemäß den internen Delegationsregeln dieser Einrichtung bestellten Bediensteten.

Die Modalitäten für die Bearbeitung des Schecks "Strategische Implementierung" sind identisch mit den in Kapitel IV - Modalitäten für die Bearbeitung der Beihilfen - des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 festgelegten Modalitäten.

Die Kontrolle und die Beitreibung der Beihilfe unterliegen der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der vom Generaldirektor des ÖDW WBF bestellt worden ist.

Der Scheck "Strategische Implementierung" wird gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen, nachstehend Verordnung 1407/2013 genannt, gewährt.

**Art. 3** - Der "Scheck für die strategische Implementierung" wird dem Begünstigten gewährt, der sich dem Themenbereich "Wirtschaftsbelebung durch Digitalisierung" zuordnet, in dem der Scheck "Strategische Implementierung" eingeführt wird, der spezifisch für die Maßnahme 8.2 "Unterstützung des digitalen Aufbaus der KMU" ist, die vom EFRE im Rahmen von REACT-EU finanziert wird.

**Art. 4** - Der Scheck "Strategische Implementierung" bezieht sich auf die Konkretisierung des Digitalisierungsprojekts, d. h. auf die Durchführung von Entwicklungen oder Investitionen, und stellt die dritte Phase des Themenbereichs "Wirtschaftsbelebung durch Digitalisierung" dar, nach der im Rahmen des Schecks "Diagnose" durchgeführten Diagnose und dem im Rahmen des Schecks "Strategischer Aktionsplan" durchgeführten strategischen Aktionsplan, die jeweils in Artikel 3 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 des Ministeriellen Erlasses vom 20. Dezember 2021 genannt werden.

Die Leistung für den Scheck "Strategische Implementierung" wird unter der Aufsicht des Diensteanbieters für die Schecks "Diagnose" oder "Strategischer Aktionsplan" erbracht, der entweder entscheiden kann, die Umsetzung der Strategie und die technische Entwicklung der Instrumente selbst zu übernehmen oder bis zu hundert Prozent auf einen Subunternehmer zurückzugreifen, der unter seiner vollen Verantwortung arbeitet.

**Art. 5** - Bei der Einreichung eines Antrags enthält die Akte die folgenden Dokumente:

- 1° den aus der Internetplattform entstandenen Scheckantrag;
- 2° die aus der Internetplattform entstandene Vereinbarung zwischen dem Leistungsempfänger und dem Diensteanbieter;
- 3° für das Unternehmen:
  - a) die De-minimis-Bescheinigung, die auf der Internetplattform heruntergeladen werden kann;
  - b) die KMU-Bescheinigung, die auf der Internetplattform heruntergeladen werden kann;
- 4° für die VoG: die ehrenwörtliche Erklärung, die auf der Webplattform heruntergeladen werden kann;
- 5° der Bericht des Schecks "Diagnose" oder der Bericht des Schecks "Strategischer Aktionsplan" sowie die Messung der anfänglichen digitalen Reife des Begünstigten, die mit dem DIGISCORE berechnet wird.

Bei der Abwicklung des Schecks enthält die Akte neben den in Artikel 20 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 genannten Mindestelementen die folgenden Dokumente:

- 1° den aus der Internetplattform entstandenen Bericht über die Erbringung der Dienstleistung;
- 2° den detaillierten Zeitplan der tatsächlich geleisteten Tage;
- 3° 3° die vom Diensteanbieter ausgestellte Rechnung mit folgendem Vermerk:  
 "Der Betrag von ..... Euro, welcher dem Scheck mit Nr. [Nummer des Schecks] entspricht, wird vom Scheckaussteller entrichtet werden, wobei sich dieser Betrag aus einer öffentlichen Beteiligung von ..... Euro und einem vom Leistungsempfänger überwiesenen Anteil von .... Euro zusammensetzt. Der zu zahlende Restbetrag beläuft sich demnach auf .... Euro und entspricht .....";
- 4° die Messung der digitalen Reife des Begünstigten, die nach Abschluss der erbrachten Leistungen bewertet und mit dem DIGISCORE berechnet wird und die einen Fortschritt im Vergleich zur anfänglichen digitalen Reife des Begünstigten belegt;
- 5° im Falle der Vergabe an einen Subunternehmer, die Kontaktdaten des Subunternehmers sowie die von ihm geleisteten Tage.

Die AdN kann zusätzliche Informationen zur Beurteilung der Akte anfordern.

Die personenbezogenen Daten des Begünstigten, des Diensteanbieters und des Subunternehmers, die im Rahmen der Verwaltung einer Akte verarbeitet werden, sind:

- 1° der Name des Unternehmens und des Diensteanbieters, als natürliche Person tätig;
- 2° die Identität des gesetzlichen Vertreters des Begünstigten und des Diensteanbieters;
- 3° die Anschrift des Sitzes des Unternehmens und des Diensteanbieters, als natürliche Person tätig;
- 4° die Unternehmensnummer des Unternehmens und des Diensteanbieters, als natürliche Person tätig;
- 5° die Bankkontonummer des Unternehmens und des Diensteanbieters, als natürliche Person tätig;
- 6° die Bezeichnung, die Anschrift des Sitzes und die Unternehmensnummer des Subunternehmers, als natürliche Person tätig.

Der Verantwortliche für die Verarbeitung der in Absatz 4 genannten personenbezogenen Daten ist der ÖDW WBF.

Die verarbeiteten Daten werden für einen Zeitraum von höchstens zehn Jahren ab dem Zeitpunkt der Erhebung aufbewahrt.

**Art. 6** - Der Scheck "Strategische Implementierung" ist Gegenstand einer europäischen Finanzierung im Rahmen des EFRE, die durch die Verordnung (EU) Nr. 1303/2013, die Verordnung (EU) Nr. 1301/2013, das Operationelle Programm EFRE Wallonie-2020.EU und die Ergänzung zur Programmplanung des Operationellen Programms EFRE Wallonie-2020.EU geregelt wird.

Die zuschussfähigen Kosten, die durch den Scheck "Strategische Implementierung" abgedeckt werden, sind die folgenden Leistungen:

- 1° die Gestaltung, Implementierung und Referenzierung einer Website oder eines E-Shops sowie die Integration digitaler Tools;
- 2° die Verbesserung einer bestehenden Website, eines E-Shops oder digitaler Tools;
- 3° die Begleitung der Begünstigten bei der Nutzung der übernommenen, entwickelten Werkzeuge, auch durch gezielte Schulungen;
- 4° Leistungen, die sich auf die Sicherung der Daten und der übernommenen, entwickelten Werkzeuge beziehen.

Die Kosten für den Kauf von Lösungen, die sich auf den Erwerb von Software und Betriebslizenzen beziehen, sind von dem Scheck "Strategische Implementierung" ausgeschlossen.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die digitalen Technologien gehören, kann die in Absatz 2 genannten zuschussfähigen Kosten präzisieren oder ergänzen.

**Art. 7** - Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die in Artikel 6 Absatz 2 genannten zuschussfähigen Kosten des Schecks "Strategische Implementierung" beträgt neunzig Prozent.

Der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung pro Bezugsberechtigten beläuft sich auf 7.400 EUR zzgl. MwSt.

Die Dienstleistungen werden innerhalb einer Höchstfrist von sechs Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht.

Unter Berücksichtigung der mit der europäischen Finanzierung der öffentlichen Beteiligung verbundenen Ausführungszwänge müssen die Leistungen im Zusammenhang mit dem Scheck "Strategische Implementierung" des Jahres 2022 bis spätestens 31. Dezember 2023 abgeschlossen und der Antrag auf Zahlung des Diensteanbieters ebenfalls bis spätestens 31. Dezember 2023 eingereicht werden.

Im Falle einer Ausschöpfung der Haushaltsmittel oder einer Einstellung der in Artikel 6 Absatz 1 genannten Finanzierung wird der in Artikel 7 Absatz 1 vorgesehene Prozentsatz auf null Prozent herabgesetzt.

**Art. 8** - Die auf die in Artikel 6 Absatz 2 genannten Leistungsbereiche spezialisierten Diensteanbieter, die vom ÖDW WBF für die Schecks "Digitale Reife" und "Cybersicherheit" im Zusammenhang mit dem Themenbereich "Digitale Umwandlung des Unternehmens" bereits zertifiziert sind, sind berechtigt, im Rahmen des Schecks "Strategische Implementierung" Leistungen zu erbringen.

Die auf die in Artikel 6 Absatz 2 genannten Leistungsbereiche spezialisierten Diensteanbieter, die vom ÖDW WBF im Zusammenhang mit einem anderen Themenfeld bereits zertifiziert sind, können in den Genuss einer Ausweitung der Zertifizierung gelangen und sind berechtigt, im Rahmen des Schecks "Strategische Implementierung" auf der Grundlage einer zusätzlichen, vom ÖDW WBF durchgeführten Bewertung, die die Eignung ihrer ähnlichen Kompetenzen und Fachkenntnisse belegt, Leistungen zu erbringen.

Der Diensteanbieter erbringt keine Leistungen im Sinne des vorliegenden Erlasses für einen Begünstigten, mit dem er irgendeiner Weise in die Verwaltung oder Kontrolle eingebunden ist.

**Art. 9** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 10** - Der Minister für Wirtschaft und digitale Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Oktober 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/42385]

**6 OKTOBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het economisch herstel door middel van digitale technologie, in het kader van REACT-EU, cheque "strategische implementatie"**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling, het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad en de daaruit voortvloeiende gedelegeerde handelingen;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1301/2013 van het Europees parlement en de Raad van 17 december 2013 betreffende het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling en specifieke bepalingen met betrekking tot de doelstelling "Investeren in groei en werkgelegenheid", en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1080/2006;

Gelet op het decreet van 28 november 2013 houdende oprichting van het "Agence pour l'entreprise et l'innovation" (Agentschap voor Ondernemen en Innoveren), afgekort A.E.I., gewijzigd bij het decreet van 4 mei 2017, de artikelen 1, § 2, derde lid, 3<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup>;

Gelet op het decreet van 20 juli 2022 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2022, artikel 48;

Gelet op het rapport van 25 januari 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 februari 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 maart 2022;

Gelet op het advies nr. 71/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 22 april 2022;

Gelet op advies nr. 72.101/2 van de Raad van State, gegeven op 19 september 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit nr. C (2014) 8190 final van de Europese Commissie van 29 oktober 2014 tot goedkeuring van de partnerschapsovereenkomst met België, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit nr. C (2014) 9934 final van de Europese Commissie van 16 december 2014 tot goedkeuring van het Operationeel programma EFRO 2014-2020 voor Wallonië, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, artikel 59;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 28 november 2013 tot goedkeuring van de aanvulling op de programmering, zoals gewijzigd;



Gelet op het feit dat er als gevolg van de crisis COVID-19, die vele Waalse sectoren en ondernemingen heeft verzwakt, het economisch herstel ondersteund moet worden, wat onvermijdelijk gepaard gaat met de digitalisering en beveiliging van processen;

Overwegende dat de Europese Unie extra middelen heeft uitgetrokken ter ondersteuning van het initiatief « Herstel voor de cohesie en de grondgebieden van Europa », REACT-EU, om bijstand te verlenen ter bevordering van het crisisherstel in de context van de COVID-19-pandemie en de economische en sociale gevolgen daarvan en ter voorbereiding van een groen, digitaal en veerkrachtig herstel van de economie ;

Overwegende de besluiten van de Waalse regering van 11 maart 2021 en 6 mei 2021 betreffende de uitvoering van REACT-EU in het Waals Gewest;

Overwegende de beslissing van de Waalse regering van 1 juli 2021 betreffende de uitvoering van REACT-EU in het Waalse Gewest en de wijziging van het operationele programma "Wallonië 2020.EU" en de aanvulling op de programmering, die thans een maatregel 8.2 "Steun voor het digitale herstel van de kmo's" omvat, in het kader waarvan een nieuwe digitale premie zal worden ingevoerd;

Overwegende dat de cheques van het thema "economisch herstel door middel van digitale technologie" ertoe moeten bijdragen de gevolgen van de gezondheids crisis voor de economie te beperken door een intensiever en veiliger gebruik van digitale instrumenten en kanalen aan te moedigen, om de commerciële strategie en de digitale positionering van het aanbod van de Waalse ondernemingen en economische operatoren te ontwikkelen. Dat deze cheques aldus bijdragen tot de doelstellingen van economisch herstel door versterking van het concurrentievermogen en de consolidatie van het economisch weefsel, nagestreefd door middel van de in de tijd beperkte maatregelen die in het kader van het REACT-EU-initiatief worden uitgevoerd;

Overwegende dat de in deze regeling opgenomen financiële steun bedoeld is om Waalse ondernemingen en VZW's te steunen met het oog op economisch herstel via digitale technologie, na de crisis als gevolg van de COVID-19 pandemie;

Overwegende dat de extra middelen die de Europese Unie in het kader van de EFRO-fondsen ter beschikking stelt, zoals eerder vermeld, beperkt in de tijd zijn. Dat voor deze steun een bedrag van 20 miljoen euro wordt uitgetrokken; dat het REACT-EU-initiatief uiterlijk op 31 december 2023 moet zijn afgerond; dat het derhalve dienstig is deze financiële steun te verlenen aan de in aanmerking komende Waalse ondernemingen en VZW's om ervoor te zorgen dat zij deze extra middelen optimaal benutten;

Overwegende dat, zoals hierboven uiteengezet, deze steun deel uitmaakt van een algemeen proces van economisch herstel via digitale technologie dat een aanvulling vormt op twee andere maatregelen die reeds sinds 20 januari 2022 van kracht zijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° REACT-EU : de extra middelen waarin de Europese Unie krachtens Verordening (EU) 2020/2221 van het Europees Parlement en de Raad van 23 december 2020 voorziet ter ondersteuning van het herstel voor de cohesie en de grondgebieden van Europa (REACT-EU) om bijstand te verlenen ter bevordering van het crisisherstel in de context van de COVID-19-pandemie en de sociale gevolgen daarvan en ter voorbereiding van een groen, digitaal en veerkrachtig herstel van de economie;

2° het EFRO : het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling;

3° het AdN: de publiekrechtelijke naamloze vennootschap "Agence du Numérique", opgericht bij het decreet van 28 november 2013 houdende oprichting van het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren), afgekort : "A.E.I";

4° de "SPW EER" : de "Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche" (de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek) ;

5° het decreet van 21 december 2016: het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

6° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 : het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2021;

7° het ministerieel besluit van 20 december 2021 : het ministerieel besluit van 20 december 2021 houdende gedeeltelijke uitvoering, wat betreft economisch herstel door middel van digitale technologie in het kader van het REACT-EU-initiatief, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

8° het webplatform: de webapplicatie, bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 6°, van het decreet van 21 december 2016;

9° de begunstigde: de onderneming die voldoet aan de definitie van de onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 2°, van het decreet van 21 december 2016 alsook de VZW bedoeld in artikel 1, 9°, van het decreet van de Waalse Regering van 23 februari 2017;

10° de dienstverlener : de onderneming, natuurlijke persoon of rechtspersoon, die voldoet aan de definitie van dienstverlener bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 7°, van het decreet van 21 december 2016 ;

11° de digitale rijpheid: het gebruik van digitale technologieën om de prestaties van de begunstigde te verbeteren in het kader van zijn strategische prioriteiten en met name om zijn digitale bedrijfsstrategie te optimaliseren;

12° DIGISCORE: het meetinstrument voor digitale rijpheid ontwikkeld door AdN en gratis ter beschikking gesteld door "Digital Wallonia";

13° de diagnose: de grondige analyse van de situatie van de begunstigde in termen van digitale rijpheid of cyberveiligheid, geconcretiseerd door een gedetailleerd rapport ter aanvulling van de DIGISCORE ;

14° de Verordening (EU) nr. 1303/2013: Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling, het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad zoals gewijzigd bij Verordening (EU) 2020/2221 van het Europees Parlement en de Raad van 23 december 2020;

15° de Verordening (EU) nr. 1301/2013 : Verordening (EU) nr. 1301/2013 van het Europees parlement en de Raad van 17 december 2013 betreffende het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling en specifieke bepalingen met betrekking tot de doelstelling "Investeren in groei en werkgelegenheid", en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1080/2006.

**Art. 2.** Een gedelegeerde opdracht met betrekking tot het beheer van de cheque "strategische implementatie" wordt toevertrouwd aan het AdN.

Het omvat de eerste behandeling van dossiers en beslissingen over de ontvankelijkheid en de validering van dossiers met het oog op de vereffening ervan. Deze acties vallen onder de verantwoordelijkheid van de door het AdN aangewezen personeelsleden, overeenkomstig de interne delegatieregels van dit orgaan.

De nadere regels voor de behandeling van de cheque "strategische implementatie" zijn identiek aan die van hoofdstuk IV - Nadere regels voor de behandeling van de steun - van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2017.

De controle en invordering van de steun wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de "SPW EER".

De cheque "strategische implementatie" wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun.

**Art. 3.** De cheque "strategische implementatie" wordt toegekend aan de begunstigde, die deel uitmaakt van het thema "economisch herstel door middel van digitale technologie", waarin de cheque "strategische implementatie" specifiek voor maatregel 8.2 "Steun voor het digitale herstel van de kmo's", gefinancierd door het EFRO in het kader van REACT-EU, wordt ingevoerd.

**Art. 4.** De cheque "strategische implementatie" betreft de uitvoering van het digitaliseringsproject, dat wil zeggen de verwezenlijking van ontwikkelingen of investeringen, en vormt de derde fase van het thema "economisch herstel door middel van digitale technologie", na de diagnose uitgevoerd in het kader van de "diagnose" cheque en het strategisch actieplan uitgevoerd in het kader van de cheque "strategisch actieplan", bedoeld in respectievelijk artikel 3, eerste lid, 1° en 2°, van het ministerieel besluit van 20 december 2021.

De dienst voor de cheque "strategische implementatie" wordt uitgevoerd onder toezicht van de dienstverlener van de cheques "diagnose" of "strategisch actieplan", die kan beslissen om ofwel de uitvoering van de strategie en de technische ontwikkeling van de instrumenten zelf ter hand te nemen, ofwel tot honderd procent een beroep te doen op een onderaannemer die onder zijn eigen verantwoordelijkheid werkt.

**Art. 5.** Bij de indiening van een aanvraag bevat het dossier de volgende documenten:

1° de door het webplatform gegenereerde chequeaanvraag ;

2° de door het webplatform gegenereerde overeenkomst tussen begunstigde en dienstverlener.

3° voor de onderneming :

a) het de minimis-attest, downloadbaar op het webplatform;

b) het kmo-attest, downloadbaar op het webplatform;

4° voor de VZW : de verklaring op erewoord, die kan worden gedownload vanuit het webplatform;

5° het verslag van de "diagnose" cheque, of het verslag van de cheque "strategisch actieplan", evenals de meting van de initiële digitale rijpheid van de begunstigde die wordt berekend met de DIGISCORE.

Bij het afsluiten van de cheque bevat het dossier, naast de minimelementen bedoeld in artikel 20, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, de volgende documenten:

1° het verslag over de uitvoering van de dienstverlening, gegenereerd door het webplatform ;

2° de gedetailleerde opgave van de werkelijke dagen van dienstverlening ;

3° de door de dienstverlener uitgereikte factuur met de volgende vermelding:

"Het bedrag van ..... euro, dat overeenkomt met chequenr. [chequenummer], zal worden betaald door de uitgever van de cheque, verdeeld tussen een overheidssteun van ..... euro en een aandeel betaald door de begunstigde van ..... euro. Het te betalen saldo bedraagt dus ..... euro en komt overeen met .....";

4° de meting van de digitale rijpheid van de begunstigde die aan het einde van de geleverde diensten wordt beoordeeld en wordt berekend met de DIGISCORE die een vooruitgang laat zien ten opzichte van de aanvankelijke digitale rijpheid van de begunstigde;

5° in geval van onderaanneming, de gegevens van de onderaannemer alsook de datums van dienstverlening ;

Het AdN kan aanvullende informatie vragen voor de beoordeling van het dossier.

De persoonsgegevens van de begunstigde, de dienstverlener en de onderaannemer, verwerkt in het kader van het beheer van een dossier zijn :

1° de naam van de onderneming en van de dienstverlener, handelend als natuurlijke persoon ;

2° de identiteit van de wettelijke vertegenwoordiger van de begunstigde en van de dienstverlener;

3° het adres van de zetel van de onderneming en van de dienstverlener, handelend als natuurlijke persoon ;

- 4° het ondernemingsnummer van de onderneming en van de dienstverlener, handelend als natuurlijke persoon ;  
 5° de bankrekening van de onderneming en van de dienstverlener, handelend als natuurlijke persoon ;  
 6° de naam, het adres van de zetel en het ondernemingsnummer van de onderaannemer die als natuurlijke persoon optreedt.

De verantwoordelijke voor de verwerking van de in lid 4 bedoelde persoonsgegevens is de "SPW EER".

De verwerkte gegevens worden maximaal voor tien jaar, te rekenen van de inzameling ervan, bewaard.

**Art. 6.** De cheque "strategische implementatie" is het voorwerp van Europese financiering in het kader van het EFRO, geregeld door Verordening (EU) nr. 1303/2013, Verordening (EU) nr. 1301/2013, het operationeel programma EFRO Wallonië-2020.EU en de aanvulling op de programmering van het operationeel programma EFRO Wallonië-2020.EU.

De volgende kosten komen in aanmerking voor de cheque "strategische implementatie":

1° het ontwerpen, implementeren en refereren van een website of e-shop, alsook de integratie van digitale hulpmiddelen;

2° de verbetering van een bestaande website, e-shop of digitale hulpmiddelen;

3° de begeleiding van de begunstigden bij het gebruik van de goedgekeurde en ontwikkelde instrumenten, onder meer door gerichte opleiding;

4° diensten met betrekking tot de beveiliging van de aangenomen en ontwikkelde gegevens en instrumenten.

Uitgesloten van de cheque "strategische implementatie" zijn kosten voor de aankoop van oplossingen in verband met de aankoop van software en exploitatievergunningen.

De Minister bevoegd voor Economie en Digitale Technologieën kan de in aanmerking komende kosten, bedoeld in het tweede lid, nader specificeren of aanvullen.

**Art. 7.** Het in artikel 6, lid 2, bedoelde steunpercentage met betrekking tot de in aanmerking komende kosten van de cheque "strategische implementatie" bedraagt negentig procent.

Het maximumbedrag van de openbare tussenkomst per begunstigde is 7.400 euro, exclusief btw.

De dienstverleningen moeten binnen de zes maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden.

Gezien de uitvoeringsbeperkingen in verband met de Europese financiering van de openbare tussenkomst, worden de diensten in verband met de cheque "strategische implementatie" voor het jaar 2022 en de indiening van het betalingsverzoek van de dienstverlener uiterlijk op 31 december 2023 afgerond.

In geval van uitputting van de begrotingskredieten of stopzetting van de in artikelen 6, eerste lid, bedoelde financiering wordt het in artikelen 7, eerste lid bedoelde percentage van de steun verlaagd tot nul procent.

**Art. 8.** De dienstverleners die gespecialiseerd zijn in de in artikel 6, lid 2, bedoelde diensten en die reeds door de "SPW EER" zijn gelabeld voor de cheques digitale rijpheid en cyberbeveiliging van het thema "digitale omslag van de onderneming", kunnen diensten uitvoeren in het kader van de cheques "strategische implementatie".

"De dienstverleners die gespecialiseerd zijn in de in artikel 6, lid 2, bedoelde diensten en die reeds door de "SPW EER" zijn gelabeld in een ander thema, kunnen in aanmerking komen voor een uitbreiding van het label en diensten uitvoeren in het kader van de cheques "strategische implementatie" op basis van een aanvullende evaluatie, uitgevoerd door SPW EER, waaruit de geschiktheid van hun vaardigheden inzake soortgelijke deskundigheid blijkt.

Een dienstverlener mag geen prestatie bedoeld in dit besluit uitvoeren voor een begunstigde met wie hij op gelijk welke wijze in het beheer of de controle betrokken is.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 10.** De Minister van Economie en van Digitale Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 oktober 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
 Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
 W. BORSUS

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2022/33955]

**20 OKTOBER 2022. — Koninklijk besluit tot afzetting en benoeming van een Regeringscommissaris bij Infrabel**

FILIP, Koning der Belgen,  
 Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, artikel 213, § 1, ingevoegd bij koninklijk besluit van 14 juni 2004;

### SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2022/33955]

**20 OCTOBRE 2022. — Arrêté royal portant révocation et nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès d'Infrabel**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
 A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, l'article 213, § 1<sup>er</sup>, inséré par l'arrêté royal du 14 juin 2004 ;